

et qui préfère garnir ses murs de tableaux, de gravures ou de batiks.

En tout cas, nous qui n'avons jamais cru indispensable d'orner notre living-room d'un calendrier quelconque, échappons rarement à

cette perpétuelle question : mais comment peut-on ne pas avoir de calendrier ?

Jean-Pascal Daloz

Massacres à la tronçonneuse

ENTRE 100 et 500 éléphants ont été abattus au Tsavo de février à septembre 1988 ; les optimistes disent qu'il reste encore 500 rhinocéros au Kenya (d'autres disent moins d'une centaine) ; il y en avait environ 20 000 en 1969 ; on en avait dénombré 2 500 dans une réserve tanzanienne en 1976, mais seulement 51 en 1988 (*Weekly Review*, 16/9/88, 23/9/88, 4/11/88).

« L'ivoire est cruel. » Les rondeurs de la force tranquille de Babar sont semble-t-il plus attendrissantes aux âmes pures européennes que les allures de vieux tank rapiécé du « rhino », plus encore menacé, mais pas assez esthétique sans doute pour susciter « une action-de-mobilisation-médiatique-ciblée ». Sont encore moins porteurs (de ce point de vue), mais tout aussi menacés d'extinction, quelques peuples pasteurs ou chasseurs-cueilleurs, comme ces Iks inconnus dont C. Turnbull a porté témoignage ambigu.

La politique de conservation de la faune en Afrique orientale et australe repose encore pour une part sur l'expulsion de leur espace vital (au sens premier du terme) de quel-

ques populations dont le mode de (sur)vie a été décrété incompatible avec l'intérêt supérieur de la zoologie et de l'industrie du tourisme. Bovins trop herbivores, lances et escopettes meurtrières ont été expulsés ; éléphants et rhinos ont eu assez d'herbe, mais trop de 4 × 4, de Kalachnikov, et de Mac Culloch. D'ici peu, il y aura beaucoup trop d'herbe dans les réserves... Cadavres et os s'accumulent dans les savanes et dans les politiques de « protection » élaborées par les experts de la conservation, les autorités publiques et les gestionnaires du tourisme international.

L'héritage colonial

Dans la continuité de la période coloniale, la politique des parcs nationaux et réserves est la résultante de la rencontre de l'indiscutable autorité de la Parole scientifique, parfois associée à une prospective humaniste maladroite (protéger un patrimoine naturel pour les générations futures en sautant pardessus les générations immédiatement présentes), de la quête

anxieuse du profit, si possible en devises (par une gestion commerciale intensive des réserves) et du besoin de repos des guerriers des temps modernes (les cadres dynamiques stressés par le béton de la *City*). A l'époque, l'hédonisme d'une minorité (blanche) fortunée trouvait son exutoire dans la jouissance cynégétique ou visuelle d'espaces étendus décrétés (selon les normes fixées par le colonisateur lui-même) « vacants », dans la disponibilité d'une main-d'œuvre (africaine) décrétée « non civilisée » et

était à la mesure des incertitudes de leur science écologique. Et puis, poser la question de savoir pourquoi c'est avec l'apogée de la colonisation que la situation se révèle tellement précaire qu'il apparaît nécessaire de créer des « réserves » eût été faire preuve d'impertinence subversive ; on préféra y voir une nouvelle preuve de la supériorité du « civilisé » qui sait prévoir à long terme, sans s'attarder sur le fait que le problème apparaît à court terme, que parce qu'avec l'homme blanc, des moyens de destruction de masse

s'est affacée au profit d'entrepreneurs privés expatriés, plus experts en gestion hôtelière qu'en gestion faunistique, mais capable de drainer par des circuits multinationaux une clientèle privilégiée pour qui l'aventure n'exclut pas le confort. Double contradiction car à côté du *lodge* doté d'un confort et de services parfaits où consomment et paressent des émanations d'un monde capitaliste (et parfois sud-africain) quotidiennement vilipendé par des politiciens nationaux, la population du village voisin attend toujours l'adduction d'eau, l'électricité, l'hygiène publique, le minimum de survie parfois, services dont la prestation est toujours ajournée au nom de la nécessaire austérité dans un contexte global de pénurie.

Ici on interdit à la population

du milieu cède devant la Loi du Milieu, stimulée par la répression (interdiction de la chasse, de la vente de trophées...); comme souvent, la prohibition sur fond de fragilité de l'autorité augmente la valeur de la demande, doublée par le prix du risque, et aiguise l'imagination des affairistes; l'État n'a pas les moyens matériels d'un contrôle strict; parfois aussi sa détermination est affectée par l'implication de notabilités influentes (« le député de Songea a été condamné à neuf ans de prison, le juge l'ayant reconnu coupable de détention illégale de 105 défenses d'éléphants d'une valeur totale de 2,490 millions de shillings. » — *Daily News*, 22/4/88) et de réseaux internationaux élaborés, puisque l'on retrouve ouvertement à l'étranger (pour du

d'escarmouches avec les gardes zimbabwéens. » — *Southern African Economist*, 1/3, 6/7/88); ce qui conduit à se demander pourquoi il n'en est pas toujours ainsi. La crédibilité de l'État à l'impuissance sélective est donc menacée d'extinction; le chef ou le notable qui ne respecte pas la règle qu'il a eu le loisir d'élaborer n'est plus respectable; les forces de l'ordre sont des lions de papier (« Massacre à Meru. Des braconniers attaquent l'enclos

nes !), les bases d'une politique de décentralisation de la gestion ont été posées. Organisées en coopératives à participation individuelle volontaire, les communautés de base deviennent propriétaires de la faune, en assurent la gestion dans la perspective de la réalisation (et donc du partage entre coopérateurs) des bénéfices tirés de l'exploitation touristique et commerciale (programme *Campfire*, adopté au Zimbabwe en 1986). Les résultats de

terrains de chasse de prédilection sont les étalages des « *Curios* » ou « *Souvenirs* », où, armés de billets verts, ils pistent le bibelot exotique qui, du haut du guéridon du vestibule, attestera, pour les générations futures, de leur atavique médiocrité (1).

François Constantin

(1) Il serait bon de relire (et pas seulement de regarder les images) sur ces problèmes :

— ARHEM (K.) *Pastoral Man in the Garden of Eden. The Maasai of the Ngorongoro Conversion Area, Tanzania*, Uppsala, SIAS, 1985.

— MAVENEKA (L.) ed. « Noah, Noah, where are you now » (Cover Story), *Southern African Economist*, 1 (3), 6-7/1988.

— PARKER (I.), AMIN (M.) *Ivory Crisis*, Londres, Chatto & Windus, 1983.

— PENNY (M.) *Rhinos, endangered Species*, Londres, Christopher Helm, 1987.

— ROSS (K.) *Okavango, Jewel of the Kalahari*, Londres, BBC Books, 1987.

— YEAGER (R.), MILLER (N.M.) *Wild-life, Wild Death. Land Use and Survival in Eastern Africa*, Albany, SUNY Press, 1986.

Les études africaines en République fédérale d'Allemagne

A PRÈS celui de Christian Coulon sur l'Espagne, cet article traitant de l'Allemagne fédérale est la poursuite de la série d'études que Politique africaine entend consacrer aux recherches africanistes dans les pays où celles-ci, pour diverses raisons, sont peu développées ou mal connues à l'extérieur. Au gré des circonstances et des rencontres, notre revue souhaite ainsi contribuer à la connaissance de travaux et de problématiques qui méritent d'être mieux connus par la communauté africaniste.

De tous les pays de l'Europe de l'Ouest, l'Allemagne fédérale est peut-être celui où l'on a le plus de difficultés à se faire une idée relativement précise des recherches africanistes qui y ont cours. Réelle, la barrière que constitue la langue n'explique pas tout. Le problème tient sans doute davantage au manque de « visibilité » de ces recherches d'une part, et, d'autre part, à la dispersion des structures qui s'intéressent à l'Afrique d'un point de vue scientifique. Quoi qu'il en soit, prévaut l'impression que l'africanisme (?) allemand est en crise. Les facteurs qui y concourent sont nombreux.

Sur un plan de politique générale, l'Afrique est d'un intérêt relativement mineur pour la diplomatie allemande. A l'inverse de ce qui s'est passé en France, la colonisation allemande — beaucoup plus limitée dans le temps et dans l'espace que la française ou la britannique — n'a pas engendré un intérêt scientifique soutenu pour l'Afrique noire (1). Une exception est toutefois à faire en ce qui con-

(1) Que cet intérêt ait, en France et en Grande-Bretagne, suivi parfois des desseins politiques et idéologiques est incontestable, mais cela ne change rien à la question qui nous préoccupe ici.